



Daniel Goldberg,
président de l'Uniopss.

Brigitte Vigroux,
présidente de l'Uriopss Île-de-France.

Quels enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss ?

Daniel Goldberg, président de l'Uniopss et Brigitte Vigroux, présidente de l'Uriopss Île-de-France, reviennent sur les nombreux enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss qui se déroulera à Paris le 31 mars et le 1^{er} avril.

Union Sociale: « Place de l'individu, pouvoir du collectif : à l'heure des choix, donnons de la force à notre société ! » : tel sera le fil rouge du 36^e Congrès de l'Uniopss. Pourquoi cette thématique ?

Daniel Goldberg: Nous vivons dans une époque de profondes mutations dans laquelle les incertitudes quant à l'avenir ne cessent de se multiplier. Dans ce contexte, les aspirations individuelles sont de plus en plus nombreuses et c'est sans doute une bonne

nouvelle car elles sont le signe d'une véritable émancipation. Pour autant, chacun d'entre nous doit aussi faire face à un certain nombre de risques : la perte d'un emploi, la maladie, la perte d'autonomie, autant d'épreuves de la vie que l'on affronte difficilement seul, en particulier quand on fait partie des plus fragiles. La question est alors de savoir comment répondre collectivement à ces différents risques de l'existence, en protégeant les plus fragiles, tout en tenant compte de leurs besoins d'autonomie. C'est une ques-

tion particulièrement d'actualité dans une société marquée par les replis et la remise en cause de notre modèle de protection sociale. Une question qu'il semble urgent de collectivement trancher, à partir d'un débat lucide et transparent, notamment lors du prochain Congrès de l'Uniopss.

Brigitte Vigroux: Nous sommes en effet à l'heure des choix. Au-delà des débats budgétaires actuels, c'est un projet de société que devront choisir les Français en 2026, lors des élections municipales

et sénatoriales et en 2027, au moment de l'élection présidentielle. Malgré la tentation des extrêmes et les tensions qui pèsent sur notre modèle de protection sociale, il est essentiel de rappeler son principe fondateur : « chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins », pour garantir à toutes et à tous l'accès à la santé et à l'autonomie. Il convient également de souligner la place inestimable des associations qui confortent la cohésion nationale, puisque nous célébrons cette année les 125 ans de la loi de 1901. Ces collectifs sont les garants d'un modèle qui protège sans exclure, accompagne sans distinction et qui crée du lien partout dans la société française. C'est ce modèle qu'il faut soutenir et valoriser, car c'est celui qui nous permettra de relever les défis de demain.

Union Sociale: Justement, les acteurs des solidarités traversent une période de très grande incertitude, avec une fragilisation de plus en plus grande de leur action. Dans ce contexte, quels sont les grands enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss ?

Daniel Goldberg: Les associations traversent une période complexe, notamment sur le plan du financement, avec des menaces très claires sur l'existence même de certaines d'entre elles. Elles sont également remises en question dans leur raison d'être, avec l'obligation de démontrer l'utilité de leurs actions, en raison de la concurrence de plus en plus pressante des acteurs privés lucratifs dans certains secteurs. Elles sont également parfois perçues par les pouvoirs publics comme de simples opérateurs, sans que leurs spécificités, notamment sur le plan démocratique, soient prises en compte. Le Congrès de l'Uniopss est une véritable occasion de rappeler toute notre plus-value, non seulement pour prendre en compte la situation des plus fragiles, mais également pour souligner que sans nous, la France ne serait pas tout à fait la France. Il s'agit donc de proposer un véritable projet de société dans laquelle chaque individu peut trouver sa place, en dépit de ses différences, mais dans un cadre collectif.

« Le Congrès de l'Uniopss est une véritable occasion de rappeler toute notre plus-value, non seulement pour prendre en compte la situation des plus fragiles, mais également pour souligner que sans nous, la France ne serait pas tout à fait la France. »



© Frédéric Fournier

Brigitte Vigroux: Ce Congrès doit en effet nous permettre de mettre en avant un secteur associatif, désintéressé et crédible, véritable troisième « voie » entre le secteur public et le secteur commercial. En dépit de la situation très difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses associations, il s'agit de donner de l'espoir et de démontrer qu'ensemble on est plus fort et que nous pouvons construire pour agir, interpeller et réussir. Il ne faut pas renoncer pour les personnes que l'on accompagne. Le Congrès doit aussi nous permettre de favoriser les échanges et les bonnes pratiques et de promouvoir les alternatives et les travaux du réseau sur l'autonomie, sur la prévention, sur l'attractivité des métiers, sur la transformation sociale et environnementale, sur le pouvoir d'agir, l'autodétermination, la transformation de l'offre... Il s'agit de faire dialoguer des secteurs différents, issus de territoires divers. Bref, les sujets d'échanges sont extrêmement nombreux et très enthousiasmants.

Union Sociale: Notre modèle social est également profondément remis en cause. Pourquoi est-ce nécessaire d'ouvrir un débat citoyen sur le sujet ?

Daniel Goldberg: La protection sociale est au cœur de notre République. Ce n'est pas pour rien que notre modèle est envié partout dans le monde. Contrairement à ce qu'affirment certains, il est très efficace et contribue largement au maintien de notre cohésion. Il convient donc de le protéger, même si celui-ci doit également évoluer pour relever les défis qui se présentent à nous dans les années à venir,

en particulier la transition démographique de notre pays. Notre Sécurité sociale, qui célèbre cette année ses 80 ans, a été conçue comme un outil au service des citoyens et était gérée comme tel. Il faut donc redonner la possibilité à la société tout entière de pouvoir se prononcer démocratiquement sur les choix collectifs à venir, en sortant la Sécu du carcan technique et budgétaire dans lequel elle a été enfermée. C'est l'un des objectifs du prochain Congrès de l'Uniopss.

Brigitte Vigroux: Nous vivons dans un monde de plus en plus complexe et qui va toujours plus vite en raison notamment des progrès technologiques. Faire une pause et réfléchir en commun à l'avenir de notre vivre ensemble, à la place du modèle de l'économie sociale et solidaire et à ses sources de richesse est salutaire. Il semble également nécessaire de tonifier notre système démocratique afin qu'il donne la parole à chacun et revalorise la place des corps intermédiaires et de la société civile organisée. En effet, le risque de désintermédiation laissant une relation directe entre l'État et l'individu pourrait affaiblir notre capacité à construire de l'intérêt général et en particulier notre modèle de protection sociale. Les prochaines échéances électorales municipales et présidentielles sont un excellent moment pour interpeller, montrer nos forces et affirmer le modèle social dans lequel nous souhaitons évoluer dans les prochaines décennies.

Union Sociale: Des pans entiers de la population, en particulier précaire, se sentent abandonnés par les pouvoirs publics, avec le risque de





© Frédéric Fournier

« La pauvreté et la précarité ne cessent de gagner du terrain et la confiance des Français dans les élus est en berne, mais dans les territoires, la créativité des associations reste très importante. »

▷ **basculer vers les extrêmes.
Comment lutter ? Quelle place des associations dans ce cadre ?**

Daniel Goldberg : Les associations se sont bâties sur des valeurs de fraternité et d'accueil inconditionnel et en ces temps troublés, celles-ci sont de plus en plus remises en cause. Réaffirmer ces valeurs ne suffira sans doute pas pour changer la donne. Il faut aussi entendre les souffrances et les injustices qui conduisent aux tentations des extrêmes, en s'intéressant notamment aux causes de celles-ci et en montrant toute notre efficacité pour tenter de les atténuer. À ce titre, les questions des inégalités entre les territoires et de l'accès aux droits me semblent tout à fait déterminantes, car elles sont susceptibles de saper la confiance des citoyens dans les institutions qui nous permettent de faire vivre notre cohésion sociale.

Brigitte Vigroux : Il est indéniable que la pauvreté et la précarité ne cessent de gagner du terrain et que la confiance des Français dans les élus est en berne, mais dans les territoires, la créativité des associations, au plus proche de la réalité des personnes les plus fragiles, reste très importante. Il convient, sans doute, de mieux valoriser toutes ces initiatives et, comme l'affirme Daniel, d'apporter la preuve de leur efficacité pour répondre à la détresse de toutes celles et ceux qui seraient tentés par les extrêmes. C'est ce discours que nous devons porter à l'occasion du Congrès de l'Uniopss.

Union Sociale : Dans cette période difficile, les territoires restent des espaces de très grande innovation, notamment associative. Comment mettre en valeur ces dernières ?

Daniel Goldberg : La France traverse de nombreuses crises avec de grandes craintes pour l'avenir, notamment du côté des personnes les plus fragiles dont l'avenir leur semble confisqué selon la célèbre expression de Pierre Rosanvallon. Pour toutes ces personnes, aux revenus très modestes, le moindre accident de la vie peut s'avérer une catastrophe, avec le sentiment que l'on est totalement impuissant pour décider de son existence. Les sondages les plus connus décrivent aussi une France de plus en plus divisée avec des figures : l'étranger ou l'assisté, qui sont régulièrement montrés du doigt, entretenant les postures les plus radicales. Mais la France est aussi un pays d'engagements et de nombreuses solidarités formelles ou informelles se jouent dans la proximité. Il y a donc un vrai enjeu à promouvoir tous ces engagements, car ces derniers restent de vrais remèdes aux peurs et à l'exclusion.

Union Sociale : En quoi le Congrès de l'Uniopss peut être un soutien aux associations franciliennes dans leurs actions ? Y a-t-il des spécificités franciliennes ?

Brigitte Vigroux : L'Île-de-France, territoire capital de plus de 12 millions d'habitants, jeune mais vieillissant, manque de professionnels, de places

pour les personnes en situation de handicap, en crèches, pour les personnes en exclusion sociale... Les territoires sont très inégaux. Pourtant, il y a aussi une très grande richesse de réponses associatives dans des territoires très différents, allant de la politique de la Ville à des communes très rurales et avec un grand nombre de réseaux d'acteurs, professionnels et bénévoles, qui coordonnent soin-social-médico-social et qui s'ouvrent aux champs de l'éducation, de l'insertion, de la culture, du sport... Ce Congrès, le premier à Paris depuis 1997, est vraiment une occasion de mettre en lumière toute l'inventivité associative dans notre région et sans doute de partager avec d'autres territoires des expériences et des pratiques inspirantes. Nous attendons ce rendez-vous avec impatience.

Union Sociale : Ce Congrès se situe entre deux échéances électorales majeures, juste après les élections municipales et un an avant l'élection présidentielle. Ces deux échéances vont-elles déterminer une partie des discours et analyses ?

Daniel Goldberg : Le Congrès de l'Uniopss n'est qu'une étape. Nous allons en effet nous situer juste après les élections municipales et nous en profiterons pour interpeller les maires nouvellement élus, afin de mettre la solidarité au centre de leur mandat. Mais nous ferons également en sorte que toutes les positions que nous prendrons à l'occasion des plénières ou dans le cadre des ateliers puissent alimenter le plaidoyer que nous proposerons à l'occasion l'élection présidentielle en 2027. Il s'agit donc bien de profiter de ce grand rendez-vous des solidarités pour proposer un véritable projet de société. ●

**Propos recueillis
par Antoine Janbon**